

Restructuration d'Opel/Vauxhall

Déclaration de la Fédération Européenne des Métallurgistes

L'innovation, la connaissance et la qualité ainsi que la croissance et l'emploi, devraient être les lignes directrices de la restructuration d'Opel/Vauxhall face au défi des marchés en déclin et des parts de marché en baisse pour Opel Vauxhall dans toute l'Europe.

Les fermetures d'usines et les licenciements massifs, liés à la violation des conventions collectives et accords bilatéraux, ne permettent pas de renouer avec le succès ; et réduire les coûts à tout prix portera préjudice à l'image publique d'Opel/Vauxhall tout en annihilant ses capacités manufacturières et technologiques innovantes.

Les dirigeants syndicaux ayant des membres chez Opel/Vauxhall rejettent les tentatives de la direction de menacer les travailleurs des différentes usines et de les mettre en concurrence les uns contre les autres. Il est inacceptable que l'entreprise annonce des fermetures d'usine et des licenciements massifs sans une procédure préalable satisfaisante d'information, de consultation et de négociation. La décision de fermer l'usine d'Anvers montre que la direction d'Opel/Vauxhall pense pouvoir agir en ignorant totalement le texte et l'esprit de la directive sur les CEE. C'est une attaque contre les règles fondamentales du modèle social européen.

Opel/Vauxhall doit revenir au respect des règles fondamentales d'une coopération responsable afin de gérer le processus de restructuration de manière responsable socialement et positive économiquement

La FEM est prête, avec toutes ses organisations affiliées ayant des membres chez Opel/Vauxhall, à négocier un accord cadre prenant en compte les intérêts fondamentaux des travailleurs ainsi que la nécessité de renouer avec la compétitivité sur un marché européen décisif.

Il n'y aura pas de restructuration réussie, ni un retour à la compétitivité sans un processus responsable d'information, de consultation et de négociation. En conséquence, nos revendications fondamentales sont :

- La décision de fermer l'usine d'Anvers doit être révoquée et les licenciements secs sont inacceptables.
- La direction d'Opel/Vauxhall doit fournir une stratégie industrielle claire et à long terme.
- Le respect total de l'engagement européen lié à l'attribution des SUV doit être garanti.

- Une fois la décision de fermer le site d'Anvers révoquée, toute négociation future sur la contribution des salariés à un quelconque plan de réduction des coûts doit être menée par la FEM et l'EEF.
- Les aides gouvernementales ne doivent pas être utilisées pour financer des fermetures ou des licenciements secs.
- La direction d'Opel/Vauxhall doit garantir une répartition équitable des capacités au niveau européen, y compris l'ingénierie.
- Les conventions collectives nationales des différents pays doivent être respectées et tout dumping social et fiscal doit être rejeté.
- Aucune nouvelle embauche ne doit avoir lieu tant que des emplois sont supprimés dans d'autres usines.
- Le temps de travail ne doit pas être allongé.

La FEM et ses organisations affiliées s'engagent et sont prêtes à entreprendre diverses formes d'actions transfrontalières, en vue d'informer et consulter les travailleurs sur le processus de restructuration en cours.

Le cas Opel/Vauxhall illustre tristement les tentatives des grandes multinationales visant à mettre en concurrence les travailleurs et les syndicats au-delà des frontières. Pour les syndicats européens de la métallurgie, une seule réponse s'impose : **l'unité transfrontalière des syndicats et des travailleurs pour empêcher la fermeture des usines et les licenciements économiques.**

Bruxelles, le 23 février 2010

Peter Scherrer
Secrétaire général de la FEM

Berthold Huber
IG Metall

Derek Simpson
Unite the Union

Felipe Lopez
CC.OO

Rainer Wimmer
PRO-GE

Marc De Wilde
ACV-CSC Metea

Ferre Wyckmans
LBC-NVK

Erwin De Deyn
SETCa-FGTB/BBTK-ABVV

Herwig Jorissen
ABVV-Metaal

Arend de Groot
VHP2

Teodoro Escorial
MCA-UGT

Kurt Marysse
ACLVB

Klaus Franz
Président EEF